

Journal officiel

de l'Union européenne

ISSN 1725-2431

C 250

46^e année

18 octobre 2003

Édition de langue française

Communications et informations

Numéro d'information

Sommaire

Page

I *Communications*

Conseil

2003/C 250/01	Conclusions du Conseil du 22 septembre 2003 relatives au renforcement de la compétitivité de l'industrie pharmaceutique européenne	1
2003/C 250/02	Résolution du Conseil du 22 septembre 2003 sur l'investissement dans la recherche pour la croissance et la compétitivité européennes	2

Commission

2003/C 250/03	Taux de change de l'euro	4
2003/C 250/04	Liste des organismes ou des autorités publiques chargés du contrôle conformément à l'article 15 du règlement (CEE) n° 2092/91	5
2003/C 250/05	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire COMP/M.3152 — ThyssenKrupp/Mercedes Lenkungen) — Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée ⁽¹⁾	21
2003/C 250/06	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire COMP/M.3295 — Atos Origin/Sema Group) — Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée ⁽¹⁾ ...	22
2003/C 250/07	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire COMP/M.3279 — Generali/Zurich Financial Services) — Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée ⁽¹⁾	23
2003/C 250/08	Rapport final du conseiller-auditeur dans l'affaire COMP/38.044/D3 — NDC/IMS (élaboré conformément à l'article 15 de la décision 2001/462/CE, CECA de la Commission du 23 mai 2001 relative au mandat des conseillers-auditeurs dans certaines procédures de concurrence — JO L 162 du 19.6.2001, p. 21)	24

FR

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

I

(Communications)

CONSEIL

CONCLUSIONS DU CONSEIL

du 22 septembre 2003

relatives au renforcement de la compétitivité de l'industrie pharmaceutique européenne

(2003/C 250/01)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

RECONNAISSANT que l'industrie pharmaceutique européenne joue un rôle capital tant pour l'industrie qu'en matière de santé publique, ainsi que pour les connaissances scientifiques;

SE FÉLICITE de la réponse apportée par la Commission au rapport du groupe de haut niveau sur l'innovation et la fourniture de médicaments (groupe «G10 Médicaments») dans sa communication intitulée «Renforcer l'industrie pharmaceutique européenne dans l'intérêt des patients — Propositions d'action»⁽¹⁾;

RÉAFFIRME la nécessité d'établir un équilibre entre la compétitivité et la politique de santé publique, tout en respectant pleinement les compétences communautaires et nationales qui sont concernées;

SOULIGNE la nécessité de renforcer la compétitivité de l'industrie pharmaceutique européenne vis-à-vis de ses concurrents, notamment en améliorant l'attractivité de l'Europe en tant qu'espace capable d'accueillir une industrie de pointe innovante et en maintenant une base scientifique de haute qualité; il convient d'y ajouter des mesures visant à favoriser le développement, au sein de l'UE, de secteurs compétitifs dans le domaine des génériques et des médicaments non soumis à prescription;

RECONNAÎT que, pour mettre en place le cadre propre à assurer une amélioration durable de la compétitivité de l'industrie pharmaceutique, il est nécessaire d'agir aux niveaux tant national qu'européen;

NOTE que le paysage industriel du secteur pharmaceutique européen se caractérise par des relations complémentaires entre grandes entreprises et PME réparties dans toutes les régions de l'Europe et SOULIGNE qu'il convient d'accroître cette interdépendance et de la renforcer;

INSISTE sur l'importance qu'il y a à encourager en Europe des formes de coopération nouvelles et mieux intégrées, y compris des partenariats entre le public et le privé, au sein des administrations, des universités, des institutions scientifiques, des entreprises pharmaceutiques et des sociétés de biotechnologie, afin d'améliorer et d'accélérer le transfert des connaissances scientifiques et la disponibilité de médicaments innovants;

SE FÉLICITE:

- des exercices d'étalonnage proposés par la Commission pour les questions touchant tant à la santé qu'à la compétitivité, lesquels fourniront des orientations pour l'élaboration progressive des politiques, et SOULIGNE à cet égard que les évolutions qui se font jour, comme l'élargissement de l'Union européenne, doivent être prises en compte d'une manière appropriée dans la collecte des données;
- de l'idée qui sous-tend la création d'instituts de santé virtuels européens, esquissés par la Commission, l'objectif étant de promouvoir la recherche clinique, pharmacologique et pharmaceutique, notamment la recherche sur des médicaments représentant des marchés plus modestes, en reliant les centres de recherche fondamentale et clinique au sein d'un réseau européen d'excellence;

INVITE les États membres à:

- participer activement à la mise en œuvre des actions clés exposées dans la communication de la Commission, et notamment à l'étalonnage, en fournissant les informations appropriées sur les mesures législatives et non législatives qui pourraient avoir des conséquences sur le secteur pharmaceutique;
- prendre en considération les actions de mise en œuvre proposées par la Commission relatives:
 - a) à la concurrence concernant des médicaments autorisés qui ne sont ni achetés ni remboursés par l'État;
 - b) au lancement rapide des médicaments sur le marché après la délivrance de l'autorisation de mise sur le marché;

INVITE la Commission à:

- organiser dans toute l'Europe, avec l'ensemble des États membres intéressés et des parties concernées, une réflexion sur différentes approches concernant la fixation des prix et le remboursement des produits pharmaceutiques, en étudiant s'il est possible d'utiliser des mécanismes de marché plus compétitifs et plus dynamiques, l'objectif étant de permettre aux patients d'avoir accès rapidement et de manière équitable aux médicaments dans l'ensemble

⁽¹⁾ Doc. 11165/03 ECO 147 SAN 152 COMPET 38 IND 103 MI 167 RECH 119.

de l'UE, afin d'améliorer l'intégration du marché européen dans ce domaine, tout en respectant les compétences des États membres et les différences qui existent dans leurs systèmes de soins de santé, y compris l'évaluation de la valeur thérapeutique ajoutée;

— faire régulièrement rapport au Conseil sur l'état de la compétitivité du secteur pharmaceutique, sur la base des résultats des exercices d'étalonnage sur la compétitivité et la santé publique et des informations fournies par les États membres.

RÉSOLUTION DU CONSEIL

du 22 septembre 2003

sur l'investissement dans la recherche pour la croissance et la compétitivité européennes

(2003/C 250/02)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

RAPPELANT les conclusions des conseils européens de Lisbonne (2000), de Barcelone (2002) et de Bruxelles (2003), dans lesquelles le Conseil européen a respectivement:

- fixé un objectif stratégique pour l'Union européenne: devenir la société de la connaissance la plus compétitive d'ici à 2010;
- considéré que l'ensemble des dépenses en matière de R & D dans l'Union doit augmenter, pour approcher 3 % du PIB d'ici à 2010, et que les deux tiers de ce nouvel investissement devraient provenir du secteur privé;
- invité instamment les États membres à entreprendre des actions concrètes, sur la base du plan d'action concernant la R & D que la Commission présentera prochainement, encouragé les États membres à accélérer la mise en œuvre de la Charte européenne des petites entreprises, et appelé à maintenir la dynamique qu'imprime l'Espace européen de la recherche (EER) et à renforcer cet espace en appliquant la méthode ouverte de coordination dans des domaines tels que l'action visant à atteindre l'objectif des 3 % du PIB pour les investissements en matière de RDT ou le développement des ressources humaines dans les sciences et les technologies;

les communications de la Commission «Vers un espace européen de la recherche» ⁽¹⁾, «Réalisation de l'Espace européen de la recherche» ⁽²⁾ et «Plus de recherche pour l'Europe: objectif: 3 % du PIB» ⁽³⁾, et les résolutions ainsi que les conclusions du Conseil sur l'EER, en particulier les conclusions du 26 novembre 2002 sur les progrès accomplis dans le développement de l'Espace européen de la recherche et sur le nouvel élan qu'il convient de lui donner ⁽⁴⁾;

SE FÉLICITE de la communication de la Commission «Investir dans la recherche: un plan d'action pour l'Europe» ⁽⁵⁾, et ENTÉRINE le principal message de cette communication qui invite à entreprendre une série complète et cohérente d'actions visant à accroître les investissements dans la recherche et à combler le retard de l'Europe sur ses principaux concurrents;

RÉAFFIRME qu'investir dans la recherche et le développement technologique et que stimuler l'innovation et le transfert de connaissances sont essentiels à l'accroissement de la compétitivité européenne et à la stratégie fixée par le Conseil européen de Lisbonne pour le développement économique, social et environnemental de l'Europe et qu'il est nécessaire en particulier de stimuler l'investissement privé dans la recherche et l'innovation et d'améliorer les conditions permettant d'augmenter sa part;

RECONNAÎT

- que l'investissement dans la R & D et l'innovation contribuera à stimuler la croissance et l'emploi, compte tenu de la communication du 27 novembre 2002 de la Commission au Conseil et au Parlement européen («Renforcer la coordination des politiques budgétaires») ⁽⁶⁾, des conclusions du Conseil européen des 20 et 21 mars 2003, de la communication de la Commission du 7 juillet 2003 («Une initiative pour la croissance: investissements dans les réseaux transeuropéens et projets de recherche et de développement majeurs») ⁽⁷⁾, des conclusions du Conseil du 15 juillet 2003 sur une action européenne pour la croissance ⁽⁸⁾ et des travaux en cours sur ces sujets;
- que l'excellence scientifique et technologique et la qualité de la recherche demeurent des critères essentiels pour accroître et attirer l'investissement dans la R & D et l'innovation;
- que la recherche fondamentale, une base de connaissances large et dynamique, ainsi que des ressources humaines, des infrastructures de recherche et des mécanismes favorisant un transfert efficace de technologie, suffisants et de qualité, sont déterminants pour le développement durable de la société de la connaissance;
- qu'un large éventail de mesures adaptées à chaque contexte national et régional, combinant des incitations financières et des mesures visant à améliorer les conditions-cadres, est nécessaire pour stimuler l'investissement privé dans la R & D, compte tenu des besoins spécifiques des PME, en particulier des nouvelles PME innovantes et des entreprises essayées, ainsi que de ceux des grandes entreprises;

⁽¹⁾ Doc. 5643/00 RECH 2 ATO 6.

⁽²⁾ Doc. 12214/00 RECH 95 ATO 60.

⁽³⁾ Doc. 12044/02 RECH 146.

⁽⁴⁾ Doc. 14913/02 RECH 186.

⁽⁵⁾ Doc. 8860/03 RECH 75 + ADD 1.

⁽⁶⁾ Doc. 14997/02 UEM 62.

⁽⁷⁾ Doc. 11343/03 Ecofin 216 FIN 321 ECO 153 TRANS 187 ENER 217 RECH 121.

⁽⁸⁾ Doc. 11463/03 PV/CONS 43 Ecofin 222 Annexe I.

- qu'une politique de soutien visant à poursuivre la mise en place de stratégies en matière de R & D et de partenariats transfrontaliers entre les régions européennes, compte tenu des besoins des PME, est essentielle pour atteindre l'objectif des 3 %;
- que les PME pourraient jouer un rôle important dans l'augmentation du niveau des dépenses concernant la recherche et l'innovation, ainsi que dans la promotion de l'emploi;
- que l'utilisation innovante et plus efficace des différents instruments de financement publics au niveau de l'UE et à l'échelle nationale, de même que les mesures visant à faciliter et à promouvoir le recours aux Fonds structurels à l'appui de la R & D, sont des facteurs essentiels pour augmenter le niveau des dépenses concernant la recherche et l'innovation;
- que la simplification et la modernisation des règles en matière d'aides publiques peuvent faciliter les efforts déployés par les États membres pour réorienter les dépenses au titre des aides publiques vers des objectifs d'intérêt commun, tels que la R & D et les PME;
- que des efforts devraient continuer d'être déployés à cet égard afin d'établir un lien plus étroit avec d'autres initiatives européennes en matière de coopération, telles que la COST, Eureka et la FES;

INVITE les États membres, les États adhérents et la Commission à:

- appliquer la méthode ouverte de coordination en se fondant sur les orientations définies par le Conseil européen et le Conseil afin de contribuer à la mise en œuvre du plan d'action et à la réalisation de l'objectif des 3 %, en utilisant, à titre volontaire, des objectifs qualitatifs et/ou quantitatifs nationaux librement choisis;
- faire appel au CREST en tant qu'interface opérationnelle pour définir et superviser la mise en œuvre de la méthode ouverte de coordination en ce qui concerne l'objectif des 3 % afin qu'elle devienne rapidement opérationnelle, en reconnaissant que les travaux du CREST en la matière nécessiteront l'établissement de liens actifs avec d'autres actions en cours visant à renforcer la compétitivité;
- développer la formation des chercheurs, promouvoir et diversifier les perspectives de carrière et créer des incitations pour les chercheurs en Europe en vue d'attirer et de garder des chercheurs de haut niveau dans l'Union européenne, ainsi qu'accroître la mobilité, en supprimant les obstacles qui persistent à cet égard, notamment la mobilité entre les secteurs public et privé;
- améliorer l'accès aux financements de la recherche et de l'innovation par l'émission d'actions et par l'emprunt à l'aide d'une série de mesures axées en particulier sur les besoins des PME, tant dans les nouveaux secteurs que dans les secteurs traditionnels, ainsi que sur ceux des nouvelles PME innovantes et des entreprises essaimées;

- mettre en place un marché européen de capitaux-risques, ainsi qu'accroître la complémentarité entre les initiatives de la BEI et du FEI et les initiatives nationales, en accordant une attention particulière aux besoins des PME;
- promouvoir un environnement propice au développement et au déploiement des nouvelles technologies et améliorer les conditions fondamentales du point de vue social, fiscal et administratif afin de rendre l'Union européenne plus attrayante pour l'investissement privé et stimuler la création et la croissance des entreprises de pointe;
- encourager et développer de nouvelles initiatives visant à intensifier la coopération entre les entreprises et la recherche publique, en améliorant ainsi l'efficacité du transfert de technologie et les liens transnationaux publics et privés, par exemple par la promotion des centres et des réseaux d'excellence, des infrastructures de recherche et des grappes d'entreprises;
- examiner la possibilité d'utiliser plus largement les Fonds structurels pour soutenir la recherche, le développement et l'innovation, en gardant à l'esprit le rôle que ces Fonds jouent dans la promotion de la cohésion sociale et économique, et en tenant compte des besoins spécifiques et du potentiel des différentes régions, y compris de celles des États adhérents;
- encourager l'esprit d'entreprise parmi les étudiants et les chercheurs;
- promouvoir la connaissance des droits de propriété intellectuelle (DPI) et les activités de formation destinées, notamment, aux organismes publics de recherche et aux PME;

INVITE la Commission à:

- poursuivre les initiatives qu'elle a lancées en vue de simplifier et de moderniser les règles et les procédures en matière d'aides publiques, les nouveaux liens entre la R & D et les processus de production étant pris en compte, en considérant une définition plus moderne et plus cohérente des activités de R & D et des besoins particuliers des entreprises innovantes récemment créées;
- soutenir, en consultation avec les États membres, la création de plates-formes européennes de technologie pour un nombre limité de technologies essentielles, de façon à promouvoir un partenariat public-privé efficace entre la communauté des chercheurs, les entreprises, les associations de PME, les institutions financières, les utilisateurs et les décideurs, en vue d'élaborer un programme stratégique en faveur des technologies de pointe et de mobiliser les efforts de recherche et d'innovation;
- dans le cadre de l'élaboration d'une approche stratégique de la croissance et de la compétitivité, faire rapport au Conseil chaque année, à partir de 2004, sur les progrès accomplis vers la réalisation de l'objectif des 3 %, la mise en œuvre du plan d'action et l'application de la méthode ouverte de coordination, en recensant les obstacles et les problèmes qui subsistent et, le cas échéant, les nouvelles mesures nécessaires.

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

17 octobre 2003

(2003/C 250/03)

1 euro =

Monnaie			Monnaie		
		Taux de change			Taux de change
USD	dollar des États-Unis	1,1579	LVL	lats letton	0,6435
JPY	yen japonais	127,2	MTL	lire maltaise	0,4272
DKK	couronne danoise	7,4288	PLN	zloty polonais	4,5763
GBP	livre sterling	0,6936	ROL	leu roumain	38 824
SEK	couronne suédoise	8,986	SIT	tolar slovène	235,6
CHF	franc suisse	1,5514	SKK	couronne slovaque	41,275
ISK	couronne islandaise	89,11	TRL	lire turque	1 670 000
NOK	couronne norvégienne	8,2445	AUD	dollar australien	1,6813
BGN	lev bulgare	1,9466	CAD	dollar canadien	1,5287
CYP	livre chypriote	0,58394	HKD	dollar de Hong Kong	8,9693
CZK	couronne tchèque	31,835	NZD	dollar néo-zélandais	1,9453
EEK	couronne estonienne	15,6466	SGD	dollar de Singapour	2,0156
HUF	forint hongrois	256,65	KRW	won sud-coréen	1 357,7
LTL	litas lituanien	3,4539	ZAR	rand sud-africain	8,3192

⁽¹⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

**LISTE DES ORGANISMES OU DES AUTORITÉS PUBLIQUES CHARGÉS DU CONTRÔLE
CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 15 DU RÈGLEMENT (CEE) N° 2092/91**

(2003/C 250/04)

L'article 9 du règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires prévoit que les États membres établissent un système de contrôle opéré par une ou plusieurs autorités désignées de contrôle et/ou par des organismes privés agréés.

Conformément au dernier alinéa de l'article 15 du règlement, la présente communication comprend, sur la base des informations des États membres mises à jour en 2003, le système mis en œuvre dans chaque État membre et la liste des organismes et/ou autorités de contrôle agréés.

Dans la colonne «observations», les systèmes mis en œuvre dans chaque État membre sont indiqués comme suit:

A: Système mis en œuvre par un organisme privé agréé

B: Système mis en œuvre par une(plusieurs) autorité(s) désignée(s) de contrôle

C: Système mis en œuvre par une autorité désignée de contrôle et par des organismes privés agréés.

À partir de janvier 1998, les organismes de contrôle agréés de l'Union européenne doivent satisfaire aux exigences fixées selon les conditions de la norme EN 45011 [article 9, paragraphe 10, du règlement (CEE) n° 2092/91].

La liste contient également les organismes et/ou autorités de contrôle agréés par les pays tiers membres de l'EEE.

AUTRICHE ET ALLEMAGNE

En Autriche et en Allemagne, les organismes sont agréés au niveau des *Länder* et leurs activités sont limitées à certains *Länder*. Pour ces pays, la colonne «observations» indique en face de chaque organisme les *Länder* par lesquels il a été agréé et, le cas échéant, les autres *Länder* où cet organisme peut exercer son activité de contrôle. Les codes suivants ont été utilisés pour les différents *Länder*:

Autriche

Carinthie	K
Basse-Autriche	N
Haute-Autriche	O
Salzbourg	S
Styrie	ST
Tyrol	T
Vienne	W
Burgenland	B
Vorarlberg	V

Allemagne

Bade-Wurtemberg	BW
Bavière	BY
Berlin	BE
Brandebourg	BB
Brême	HB
Hambourg	HH
Hesse	HE
Mecklembourg-Poméranie-Occidentale	MV
Basse-Saxe	NI
North Rhine-Westphalia	NW
Rhénanie-du-Nord-Westphalie	RP
Sarre	SL
Saxe	SN
Saxe-Anhalt	ST
Schleswig-Holstein	SH
Thuringe	TH

Espagne

En Espagne, les Communautés autonomes exercent à présent le contrôle par l'intermédiaire d'autorités publiques de contrôle et des organismes de contrôle privés désignées ou agréés, le cas échéant, respectivement par leurs autorités compétentes. La colonne «observations» indique les Communautés autonomes dans lesquelles l'autorité ou organisme de contrôle privé exerce son activité de contrôle. Les codes suivants ont été utilisés pour les différentes régions:

Andalousie	AN	Estrémadure	EX
Aragon	AR	Galice	GA
Asturies	AS	La Rioja	RI
îles Baléares	BA	Madrid	MA
îles Canaries	CA	Murcie	MU
Cantabrique	CN	Navarre	NA
Castille-La Manche	CM	Pays Basque	VAS
Castile-Léon	CL	Valence	VA
Catalogne	CT		

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
AUTRICHE		Système A
AT-N-01-BIO	Gesellschaft zur Kontrolle der Echtheit biologischer Produkte G.m.b.H Austria Bio Garantie, ABG Königsbrunnerstraße 8 A-2202 Enzersfeld Tel. (43) 22 62 67 22 12 Fax (43) 22 62 67 41 43	N, B, K, O, S, ST, T, V, W
AT-O-01-BIO	BIOS, Biokontrollservice Österreich Feyregg 39 A-4552 Wartberg Tel. (43) 75 87 71 77-14 Fax (43) 75 87 71 77-11	O, B, K, N, S, ST, T, V, W
AT-O-02-BIO	LACON Privatinstitut für Qualitätssicherung und Zertifizierung ökologisch erzeugter Lebensmittel GmbH Arnreit 13 A-4122 Arnreit Tel. (43) 72 82 77 11 Fax (43) 72 82 77 11-4	O, B, K, N, S, ST, T, V, W
AT-O-04-BIO	GfRS Gesellschaft für Ressourcenschutz mbH Prinzenstraße 4 D-37073 Göttingen Tel. (49) 55 15 86 57 Fax (49) 55 15 87 74	O, B, K, S, ST, T
AT-S-01-BIO	Salzburger Landwirtschaftliche Kontrolle GesmbH (SLK) Maria-Cebotari-Straße 3 A-5020 Salzburg Tel. (43) 662 64 94 83 Fax (43) 662 64 94 83 19	S, B, K, N, O, ST, T, V, W
AT-T-01-BIO	BIKO, Verband Kontrollservice Tirol Brixnerstraße 1 A-6020 Innsbruck Tel. (43) 512 59 29-337 Fax (43) 512 59 29-212	T, K, O, V
AT-W-01-BIO	Lebensmittelversuchsanstalt Blaasstraße 29 A-1190 Wien Tel. (43-1) 368 85 55-0 Fax (43-1) 368 85 55-20	W, B, K, N, O, S, ST, T, V

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
AT-W-02-BIO	SGS, Austria Controll & Co Ges.m.b.H Johannesgasse 14 A-1015 Wien Tel. (43-1) 512 25 67-0 Fax (43-1) 512 25 67-9	W, B, K, N, O, S, ST, T, V
AT-W-04-BIO	O Univ Prof. Dr. Ing. Werner Pfannhauser KEG Kreuzgasse 79 A-1018 Wien Tel./Fax (43-1) 70 35 86	W, B, K, N, O, ST, T
BELGIQUE		Système A
BE-01	ECOCERT Belgium sprl/bvba Avenue de l'Escrime 85 Schermlaan B-1150 Bruxelles Tel. (32-2) 81 60 03 77 Fax (32-2) 81 60 03 13 E-mail: info@ecocert.be site internet: www.ecocert.be	
BE-02	INTEGRA bvba/sprl afdeling BLIK Statiestraat 164 A B-2600 Berchem Tel. (32-3) 287 37 50 Fax (32-3) 287 37 51 E-mail: info@blik.be site internet: www.blik.be	
DANEMARK		Système B
DK-Ø-50	Plantedirektoratet Skovbrynet 20 DK-2800 Lyngby Tel. (45) 45 26 36 00 Fax (45) 45 26 36 19 E-mail: pdir@pdir.dk	
DK-Ø-1	Fødevareregion Nordjylland Sofiendalsvej 90 DK-9200 Aalborg SV Tel. (45) 98 78 10 00 Fax (45) 98 78 10 01 E-mail: foedevareregion.nordjylland@fdir.dk	
DK-Ø-2	Fødevareregion Viborg Klostermarken 10 DK-8800 Viborg Tel. (45) 87 28 14 00 Fax (45) 87 28 14 01 E-mail: foedevareregion.viborg@fdir.dk	
DK-Ø-3	Fødevareregion Herning Wedellsborgvej 8 DK-7400 Herning Tel. (45) 99 29 18 00 Fax (45) 99 29 18 01 E-mail: foedevareregion.herning@fdir.dk	
DK-Ø-4	Fødevareregion Århus Sønderskovvej 5 DK-8520 Lystrup Tel. (45) 87 43 73 22 Fax (45) 87 43 73 23 E-mail: foedevareregion.aarhus@fdir.dk	
DK-Ø-5	Fødevareregion Vejle Tysklandsvej 7 DK-7100 Vejle Tel. (45) 79 43 22 00 Fax (45) 79 43 22 01 E-mail: foedevareregion.vejle@fdir.dk	

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
DK-Ø-6	Fødevareregion Esbjerg Høgevej 25 DK-6705 Esbjerg Ø Tel. (45) 79 16 12 00 Fax (45) 79 16 12 01 E-mail: foedevareregion.esbjerg@fdir.dk	
DK-Ø-7	Fødevareregion Sønderjylland Ole Rømersvej 30 DK-6100 Haderslev Tel. (45) 73 53 16 00 Fax (45) 73 53 16 01 E-mail: foedevareregion.soenderjylland@fdir.dk	
DK-Ø-8	Fødevareregion Fyn Lille Tornbjerg Vej 24 B DK-5220 Odense SØ Tel. (45) 66 61 28 00 Fax (45) 66 61 28 01 E-mail: foedevareregion.fyn@fdir.dk	
DK-Ø-9	Fødevareregion Ringsted Søndervang 4 DK-4100 Ringsted Tel. (45) 57 68 20 00 Fax (45) 57 68 20 01 E-mail: foedevareregion.ringsted@fdir.dk	
DK-Ø-10	Fødevareregion Nordøstsjælland Fjeldhammervvej 15 DK-2610 Rødovre Tel. (45) 44 52 30 00 Fax (45) 44 52 30 01 E-mail: foedevareregion.nordoestsjælland@fdir.dk	
DK-Ø-11	Fødevareregion København Flæsketorvet 75 DK-1711 København V Tel. (45) 33 85 24 00 Fax (45) 33 85 24 01 E-mail: foedevareregion.koebenhavn@fdir.dk	
FINLANDE		Système B
FI-A-001	Kasvintuotannon tarkastuskeskus/STO Uudenmaan työvoima- ja elinkeinokeskus PO Box 111 FIN-32201 Loimaa Puhelin (358-2) 76 05 61 Faksi (358-2) 76 05 62 14 Sähköposti: webmasterKTTK@kttk.fi	
FI-A-002	Varsinais-Suomen työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	
FI-A-003	Satakunnan työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	
FI-A-004	Hämeen työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	
FI-A-005	Pirkanmaan työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	
FI-A-006	Kaakkois-Suomen työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	
FI-A-007	Etelä-Savon työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	
FI-A-008	Pohjois-Savon työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
FI-A-009	Pohjois-Karjalan työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	Système A
FI-A-010	Keski-Suomen työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	
FI-A-011	Etelä-Pohjanmaan työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	
FI-A-012	Pohjanmaan työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	
FI-A-013	Pohjois-Pohjanmaan työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	
FI-A-014	Kainuun työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	
FI-A-015	Lapin työvoima- ja elinkeinokeskus Kuten yllä	
FI-B	Elintarvikevirasto (National Food Agency) PO Box 28 FIN-00581 Helsinki Puhelin (358-9) 393 15 00 Faksi (358-9) 393 15 90 Sähköposti: info@elintarvikevirasto.fi	
FI-C	Sosiaali- ja terveydenhuollon tuotevalvontakeskus (STTV) (National Product Control Agency for Welfare and Health) PO Box 210 FIN-00531 Helsinki Puhelin (358-9) 396 72 70 Faksi (358-9) 39 67 27 97	
FI-D	Ålands landskapsstyrelse PB 60 FIN-22101 Mariehamn Puhelin (358-18) 250 00 Faksi (358-18) 191 55	
FI-E	Kasvintuotannon tarkastuskeskus (KTTK) (Plant Production Inspection Centre) PO Box 42 FIN-00501 Helsinki Puhelin (358-9) 576 51 11 Faksi (358-9) 57 65 27 34 Sähköposti: webmasterKTTK@kttk.fi Kotisivu: www.kttk.fi	
FRANCE		
FR-AB 01	ECOCERT SAS BP 47 F-32600 L'Isle Jourdain Tél. (33-5) 62 07 34 24 Télécopieur (33-5) 62 07 11 67	
FR-AB 06	ULASE Place du Champs-de-Mars F-26270 Loriol sur Drome Tél. (33-4) 75 61 13 00 Télécopieur (33-4) 75 85 62 12	
FR-AB 07	AGROCERT 4, rue Albert-Gary F-47200 Marmande Tél. (33-5) 53 20 93 04 Télécopieur (33-5) 53 20 92 41	

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
FR-AB 08	CERTIPAQ 44, rue de la Quintinie F-75015 Paris Tél. (33-1) 45 30 92 92 Télécopieur (33-1) 45 30 93 00	
FR-AB 09	ACLAVE 56, rue Roger-Salengro F-85013 La-Roche-Sur-Yon Cedex Tél. (33-2) 51 05 14 92 Télécopieur (33-2) 51 05 27 11	
FR-AB 10	QUALITÉ France SA Bâtiment le Guillaumet 60, av. du Général-de-Gaulle F-92046 Paris-La Défense Cedex Tél. (33-1) 41 97 00 74 Télécopieur (33-1) 41 97 08 32 ou ZA Le Teillay Le Janet F-35950 Brie Tél. (33-2) 99 47 38 31 Télécopieur (33-2) 99 47 38 30	
ALLEMAGNE		Système A
DE-001-Öko-Kontrollstelle	BCS Öko-Garantie GmbH Control System Peter Grosch Cimbernstraße 21 D-90402 Nürnberg Tel. (49) 911 42 43 90 Fax (49) 911 49 22 39	BW, BY, BE, BB, HB, HH, HE, MV, NI, NW, RP, SL, SN, ST, SH, TH
DE-003-Öko-Kontrollstelle	Lacon GmbH (Privatinstitut für Qualitätssicherung und Zertifizierung ökologisch erzeugter Lebensmittel) Weingartenstraße 15 D-77654 Offenburg Tel. (49) 78 15 58 02 Fax (49) 78 15 58 12	BW, BY, BE, BB, HB, HH, HE, MV, NI, NW, RP, SL, SN, ST, SH, TH
DE-005-Öko-Kontrollstelle	IMO Institut für Marktökologie GmbH Obere Laube 51/53 D-78462 Konstanz Tel. (49) 75 31 91 52 73 Fax (49) 75 31 91 52 74	BW, BY, BE, BB, HB, HH, HE, MV, NI, NW, SL, SN, ST, SH, TH
DE-006-Öko-Kontrollstelle	ABCert GmbH Martinstraße 42—44 D-73728 Esslingen Tel. (49) 71 13 51 79 20 Fax (49) 711 35 17 92 20	BB, BE, BW, BY, HE, HH, MV, NI, NW, RP, SL, SN, ST, SH, TH
DE-007-Öko-Kontrollstelle	Prüfverein Verarbeitung Ökologische Landbauprodukte e. V. Vorholzstraße 36 D-76137 Karlsruhe Tel. (49) 72 13 52 39 20 Fax (49) 72 13 52 39 09	BW, HH, HE, NI, NW, RP, SH, SL
DE-009-Öko-Kontrollstelle	EG-Kontrollstelle Kiel Kiel Landwirtschaftskammer Schleswig-Holstein Holstenstraße 106—108 D-24103 Kiel Tel. (49) 43 19 79 73 15 Fax (49) 43 19 79 71 30	SH, HH, NI
DE-012-Öko-Kontrollstelle	AGRECO R. F. GÖDERZ GmbH Mündener Straße 19 D-37218 Witzenhausen Tel. (49) 55 42 40 44 Fax (49) 55 42 65 40	BW, BY, BE, BB, HB, HH, HE, MV, NI, NW, RP, SL, SN, ST, SH, TH

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
DE-013-Öko-Kontrollstelle	QCu.I Gesellschaft für Kontrolle und Zertifizierung von Qualitätssicherungssystemen mbH Mechtildisstraße 9 D-50678 Köln Tel. (49) 22 19 43 92 09 oder 22 19 43 92 10 Fax (49) 22 19 43 92 11	BW, BY, BE, HB, HH, HE, NI, NW, RP, SL, SH, TH
DE-021-Öko-Kontrollstelle	Grünstempel e. V. EU-Kontrollstelle für ökologische Erzeugung und Verarbeitung landwirtschaftlicher Produkte Windmühlenbreite 25d D-39164 Wanzleben Tel. (49) 39 20 94 66 96 Fax (49) 39 20 94 66 96	BE, BB, HE, MV, NI, SN, ST, TH, NW
DE-022-Öko-Kontrollstelle	Kontrollverein ökologischer Landbau e. V. Vorholzstraße 36 D-76137 Karlsruhe Tel. (49) 72 31 10 59 40 Fax (49) 72 31 35 30 78	BW, HH, HE, MV, NI, NW, RP, SL, SH
DE-024-Öko-Kontrollstelle	INAC GmbH International Nutrition and Agriculture Certification In der Kämmersliethe 1 D-37213 Witzenhausen Tel. (49) 55 42 91 14 00 Fax (49) 55 42 91 14 01	BW, BY, BE, BB, HB, HH, HE, MV, NI, NW, RP, SL, ST, SH, TH
DE-026-Öko-Kontrollstelle	Certification Services International CSI GmbH Flughafendamm 9a D-28199 Bremen Tel. (49) 42 15 97 73 22/59 47 70 Fax (49) 421 59 47 71	HB, HH, NI
DE-032-Öko-Kontrollstelle	Kontrollstelle für ökologischen Landbau GmbH Dorfstraße 11 D-07646 Tissa Tel. (49) 36 42 86 27 43 Fax (49) 36 42 86 27 43	BB, BE, SN, ST, TH, HE
DE-034-Öko-Kontrollstelle	Fachverein für Öko-Kontrolle e. V. Karl-Liebnecht-Straße 26 D-19395 Karow Tel. (49) 38 73 87 07 55 Fax (49) 38 73 87 07 56	BB, HH, HE, MV, NI, NW, RP, SN, ST, SH, TH, BE, BW
DE-037-Öko-Kontrollstelle	ÖkoP Zertifizierungs GmbH Schlesische Straße 17d D-94315 Straubing Tel. (49) 94 21 70 30 75 Fax (49) 94 21 70 30 75	BW, BY, BE, BB, HB, HH, NI, NW, RP, SL, ST
DE-039-Öko-Kontrollstelle	GfRS Gesellschaft für Ressourcenschutz mbH Prinzenstraße 4 D-37073 Göttingen Tel. (49) 55 15 86 57 Fax (49) 55 15 87 74 E-mail: postmaster@gfrs.de Internet://www.gfrs.de Internet://www.oekokontrollstelle.com	BW, BY, BE, BB, HB, HH, HE, MV, NI, NW, RP, SL, SN, ST, SH, TH
DE-043-Öko-Kontrollstelle	Agro-Öko-Consult Berlin GmbH Rhinstraße 137 D-10315 Berlin Tel. (49) 30 54 78 23 52 Fax (49) 30 54 78 23 54	BE, BB, NI, MV
DE-044-Öko-Kontrollstelle	Ars Probata GmbH Gustav-Adolf-Straße 143 D-13086 Berlin Tel. (49) 304 71 60 92 Fax (49) 304 71 79 21	BE, BB

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
DE-060-Öko-Kontrollstelle	QAL Gesellschaft für Qualitätssicherung in der Agrar- und Lebensmittelwirtschaft mbH Unterfeldring 13 D-85256 Vierkirchen Tel. (49) 81 39 93 68-30 Fax (49) 81 39 93 68-57	BY
DE-061-Öko-Kontrollstelle	LAB Landwirtschaftliche Beratung der Agrarverbände Brandenburg Siedler-Straße 3a D-03058 Groß-Gaglow Tel./Fax (49) 355 54 14 66/54 14 65	BB
DE-062-Öko-Kontrollstelle	VITACERT GmbH Ridlerstraße 57 D-80339 München Tel. (49) 89 51 90 19 09 Fax (49) 89 51 90 19 15	BY
DE-063-Öko-Kontrollstelle	RWTÜV Systems GmbH Ökokontrollstelle Langemarckstraße 20 D-45141 Essen Tel. (49) 20 18 25 34 04 Fax (49) 20 18 25 32 90	NW
GRÈCE		Système A
EL-01-BIO	DIO Certification and Inspection Organization for Biological production methods 38, Aristotelous str. GR-104 33 Athens Τηλ. (30-210) 822 43 84/822 48 39 Φαξ (30-210) 821 81 17 E-mail: info@dionet.gr	
EL-02-BIO	PHYSIOLOGIKI Ltd Inspection and Certification Organization for Organic Farming Development 24, N. Plastira str. GR-593 00 Alexandria Imathias Τηλ. (30-233 30) 244 40 Φαξ (30-233 30) 231 61 E-mail: fysicert@aias.gr	
EL-03-BIO	BIOELLAS SA Inspection Institute of Organic Products 11 B, Kodringtonos str. GR-104 34 Athens Τηλ. (30-210) 821 19 40/821 17 07 Φαξ (30-210) 821 10 15 E-mail: bioellas@yahoo.gr	
	AGROCERT National Organization for Certification and Inspection of Agricultural Products Androu 1 & Patision str. GR-112 57 Athens Τηλ. (30-210) 823 12 77 Φαξ (30-210) 823 14 38 E-mail: agrocert@otenet.gr	AGROCERT is the designated authority responsible for the supervision of private inspection bodies. In special cases, and for a limited period of time, it can act as an inspection body
IRLANDE		Système A
IRL-OIB1-EU	Demeter Standards Ltd (DSL) Bio-dynamic Agricultural Association in Ireland (BDAAI) Watergarden Thomastown County Kilkenny Ireland Tel./fax (353) 567 75 42 14 E-mail: bdaai@indigo.ie	

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
IRL-OIB2-EU	Irish Organic Farmers' and Growers' Association Ltd (IOFGA) Organic Farm Centre Harbour Road Kilbeggan County Westmeath Ireland Tel. (353) 50 63 25 63 Fax (353) 50 63 20 63 E-mail: iofga@eircom.net	Système A
IRL-OIB3-EU	Organic Trust Ltd 2 Vernon Avenue Clontarf Dublin 3 Ireland Tel./fax (353) 18 53 02 71 E-mail: organic@iol.ie	
ITALIE		
IT-ASS	Suolo & Salute srl Via Abbazia, 17 I-61032 Fano (PS) Tel./fax (39) 0721 83 03 73 E-mail: info@suoloesalute.it Internet: www.suoloesalute.it	
IT-ICA	Consorzio ICEA — Istituto per la Certificazione Etica e Ambientale Strada Maggiore, 29 I-40125 Bologna Tel. (39) 051 27 29 86 Fax (39) 051 23 20 11 E-mail: icea@icea.info	
IT-IMC	IMC srl Istituto Mediterraneo di Certificazione Via C Pisacane, 53 I-60019 Senigallia (AN) Tel. (39) 071 792 87 25/793 01 79 Fax (39) 071 791 00 43 E-mail: imcert@imcert.it Internet: www.imcert.it	
IT-BAC	Bioagricert srl Via dei Macabracchia, 8 I-40133 Casalecchio Di Reno (BO) Tel. (39) 051 56 21 58 Fax (39) 051 56 42 94 E-mail: info@bioagricert.org Internet: www.bioagricert.org	
IT-CPB	Consorzio Controllo Prodotti Biologici — CCPB Via Jacopo Barozzi, 8 I-40126 Bologna Tel. (39) 051 25 46 88-608 98 11 Fax (39) 051 25 48 42 E-mail: ccpb@ccpb.it Internet: www.ccpb.it	
IT-CDX	CODEX srl Via Duca degli Abruzzi, 41 I-95048 Scordia (Ct) Tel. (39) 095 650 634/716 Fax (39) 095 650 356 E-mail: codex@lcodexsrl.it Internet: www.codexsrl.it	

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
IT-QCI	Q. C. & I. International Services sas Villa Parigini Località Basciano I-55035 Monteriggioni (Si) Tel. (39) 0577 32 72 34 Fax (39) 0577 32 99 07 E-mail: lettera@qci.it Internet: www.qci.it	
IT-ECO	Ecocert Italia srl Corso delle Province, 60 I-95127 Catania Tel. (39) 095 44 27 46-43 30 71 Fax (39) 095 50 50 94 E-mail: info.ecocert@ecocertitalia.it Internet: www.ecocertitalia.it	
IT-BSI	BIOS srl Via M. Grappa, 37 I-36063 Marostica (Vi) Tel. (39) 0424 47 11 25 Fax (39) 0424 47 69 47 E-mail: info@certbios.it Internet: www.certbios.it	
IT-ECS	Eco System International Certificazioni srl Via Monte San Michele, 49 I-73100 Lecce Tel./fax (39) 0832 31 15 89 E-mail: info@ecosystem-srl.com Internet: www.ecosystem-srl.com	
IT-BZO	Biozoo srl Via Chironi, 9 I-07100 Sassari Tel. (39) 079 27 65 37 Fax (39) 079 27 65 37 E-mail: biozoo@tiscali.it	
IT-BZ-BZT	ABCERT — AliconBioCert GmbH Auf dem Kreuz 58 D-86152 Augsburg Tel. (49) 82 13 46 76 50 Fax (49) 82 13 46 76 55 E-mail: bayern@biozert.de Internet: www.biozert.de	
IT-BZ-INC	INAC — International Nutrition and Agriculture Certification In der Kämmerliethe 1 D-37213 Witzhausen Tel. (49) 55 42 91 14 00 Fax (49) 55 42 91 14 01 E-mail: inac@inac-certification.com Internet: www.inac-certification.com	
IT-BZ-IMO	IMO Institut für Marktökologie Obere Laube 51/53 D-78462 Konstanz Tel. (49) 75 31 91 52 73 Fax (49) 75 31 91 52 74 E-mail: office@imo.ch Internet: www.imo.ch	
IT-BZ-QCI	QC & I — Gesellschaft für Kontrolle und Zertifizierung von Qualitätssicherungssystemen GmbH Mechtildisstraße 9 D-50678 Köln Tel. (49) 22 19 43 92-09 Fax (49) 22 19 43 11 Internet: www.qci.de	
IT-BZ-BKT	BIKO TIROL — Verband Kontrollservice Tirol Brixnerstraße 1 A-6020 Innsbruck	

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
LUXEMBOURG		Système C
LU-01/02/03	Administration des services techniques de l'agriculture (autorité compétente) Service de la protection des végétaux BP 1904 L-1019 Luxembourg Tél. (352) 457 17 23 53 Télécopieur (352) 457 17 23 40 Courrier électronique: Monique.Faber@asta.etat.lu	
LU-04	Prüfverein Verarbeitung Ökologische Landbauprodukte e. V. (DE-007) Vorholzstraße 36 D-76137 Karlsruhe Tel. (49) 72 13 52 39-20 Fax (49) 72 13 52 39-09 E-mail: kontakt@pruefverein.de	
LU-05	Kontrollverein Ökologischer Landbau e. V. (DE-022) Vorholzstraße 36 D-76137 Karlsruhe Tel. (49) 72 13 52 39-10 Fax (49) 72 13 52 39-09 E-mail: kontakt@kontrollverein.de	
LU-06	ECOCERT Belgium sprl/bvba (BE-01) Avenue de l'Escrime 85 Schermlaan B-1150 Bruxelles Tél. (32-2) 81 60 03 77 Télécopieur (32-2) 81 60 03 13 Courrier électronique: info@ecocert.be Internet: www.ecocert.be	
PAYS-BAS		Système B
NL01	Stichting SKAL Postbus 384 8000 AJ Zwolle Nederland Tel. (31-38) 426 81 81 Fax (31-38) 421 30 63	
PORTUGAL		Système A
PT/AB02	Socert-Portugal — Certificação Ecológica, Lda Rua Alexandre Herculano, 68 — 1.º Esq. P-2520 Peniche Tel. (351-26) 278 51 17 Fax (351-26) 278 71 71 E-mail: socert@mail.telepac.pt	
PT/AB03	Sativa, Desenvolvimento Rural, Lda Avenida Visconde Valmor, 11 — 3.º P-1000-289 Lisboa Tel. (351-21) 799 11 00 Fax (351-21) 799 11 19 E-mail: sativa@sativa.pt	
PT/AB04	Certiplanet, Certificação da Agricultura, Floresta e Pescas Avenida do Porto de Pescas, Lote C — 15, 1.º C P-2520-208 Peniche Tel. (351-26) 278 90 05 Fax (351-26) 278 90 05 E-mail: serrador@mail.telepac.pt	

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
ESPAGNE		Système C
ES-AN-00-AE	Asociación Comité Andaluz de Agricultura Ecológica (CAAE) Cortijo de Cuarto, s/n Apartado de correos 11107 E-41080 Bellavista (Sevilla) Tel. (34) 954 68 93 90 Fax (34) 954 68 04 35 E-mail: certi@caae.es Internet: www.caae.es	AN
ES-AN-01-AE	SOHISCERT SA (Organismo privado autorizado) Alcalde Fernández Heredia, 20 E-41710 Utrera (Sevilla) Tel. (34) 955 86 80 51/(34) 902 19 54 63 Fax (34) 955 86 81 37 E-mail: sohiscert@sohiscert.com Internet: www.sohiscert.com	AN
ES-AN-02-AE	ECAL Entidad certificadora de alimentos de España Estudio, 33 E-28023 Aravaca (Madrid) Tel. (34) 913 57 12 00 Fax (34) 913 07 15 44 E-mail: ecal-e@ecal-e.com	AN
ES-AN-03-AE	AGROCOLOR, SL Ctra. De Ronda, 11 E-04004 Almería Tel. (34) 950 28 03 80 Fax (34) 950 28 13 31 E-mail: agrocolor@agrocolor.com	AN
ES-VA-AE	Comité de Agricultura Ecológica de la Comunidad Valenciana Cami de la Marjal, s/n Edificio CIDE E-46470 Albal (Valencia) Tel. (34) 961 22 05 60 Fax (34) 961 22 05 61 E-mail: caecv@cae-cv.com Internet: http://www.cae-cv.com	VA
ES-CT-AE	Consejo Catalán de la Producción Agraria Ecológica Sabino de Arana, 22-24 E-08028 Barcelona Tel. (34) 934 09 11 22 Fax (34) 934 09 11 23 E-mail: ccpae@ccpae.org	CT
ES-BA-AE	Consejo Balear de la Producción Agraria Ecológica Celleters, 25 (Edificio Centro BIT) E-07300 Inca (Mallorca) Tel./Fax (34) 971 88 70 14 E-mail: caeba@retemail.es	BA
ES-CL-AE	Consejo de Agricultura Ecológica de Castilla y León Pio del Rio Ortega, 1-5 A E-47014 Valladolid Tel. (34) 983 34 38 55 Tel./Fax (34) 983 34 26 40 E-mail: caecyl@nemo.es	CL
ES-NA-AE	Consejo de la Producción Agraria Ecológica de Navarra Avda. San Jorge, 81 entreplanta E-31012 Pamplona-Iruña Tel. (34) 948 17 83 32 Fax (34) 948 25 15 33 E-mail: cpaen@cpaen.org Internet: www.cpaen.org	NA

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
ES-AR-AE	Comité Aragonés de Agricultura Ecológica IFPE de Movera, chalet n° 1 E-50194 Zaragoza Tel. (34) 976 58 69 04 Fax (34) 976 58 60 52 E-mail: caearagon@arrakis.es	AR
ES-MA-AE	Comité de Agricultura Ecológica de la Comunidad de Madrid Bravo Murillo, 101 E-28020 Madrid Tel. (34) 915 35 30 99 Fax (34) 915 53 85 74 E-mail: esmaae@teleline.es	MA
ES-CA-AE	Consejo Regulador de la Agricultura Ecológica de Canarias Valentín Sanz, 4, 3º E-38003 Santa Cruz de Tenerife Tel. (34) 922 24 62 80 Fax (34) 922 24 10 68 E-mail: juanjose.trianamarrero@gobiernodecanarias.org	CA
ES-MU-AE	Consejo de Agricultura Ecológica de la Región de Murcia Avda. del Río Segura, 7 E-30002 Murcia Tel. (34) 968 35 54 88 Fax (34) 968 22 33 07 E-mail: caermurcia@caermurcia.org Internet: http://www.caermurcia.org	MU
ES-AS-AE	Consejo de la Producción Agraria Ecológica del Principado de Asturias Avda. Prudencio González, 81 E-33424 Posada de Llanera (Asturias) Tel./Fax (34) 985 77 35 58 E-mail: copaeastur@eresmas.com	AS
ES-VAS-AE	Dirección de Política e Industria Agroalimentaria Departamento de Agricultura y Pesca Donosti-San Sebastián, 1 E-01010 Vitoria-Gasteiz Tel. (34) 945 01 96 87 Fax (34) 945 01 97 01 E-mail: j-ortuzar@ej-gv.es	VAS
ES-EX-01-AE	Consejo Regulador Agroalimentario Ecológico de Extremadura Padre Tomás, 4, 1ª E-06011 Badajoz Tel. (34) 924 01 08 60 Fax (34) 924 01 08 47 E-mail: craex@eic.juntaex.es	EX
ES-EX-02-AE	Comité Extremeño de la Producción Agraria Ecológica Avda. Portugal, s/n E-06800 Mérida (Badajoz) Tel. (34) 924 00 22 74 Fax (34) 924 00 21 26 E-mail: cepae@aym.juntaex.es	EX
ES-GA-AE	Consejo Regulador de la Agricultura Ecológica de Galicia Apdo. de correos 55 E-27400 Monforte de Lemos (Lugo) Tel. (34) 982 40 53 00 Fax (34) 982 41 65 30 E-mail: craega@arrakis.es Internet: www.craega.es	GA

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
ES-RI-AE	Instituto de Calidad de La Rioja Consejería de Agricultura y Desarrollo Económico Avda. de la Paz, 8-10 E-26071 Logroño (La Rioja) Tel. (34) 941 29 16 00 Fax (34) 941 29 16 02 E-mail: dg.agrigana.agri@larioja.org Internet: www.larioja.org/agricultura	RI
ES-CN-AE	Consejo Regulador de la Agricultura Ecológica de Cantabria Heroes Dos de Mayo, s/n E-39600 Muriedas-Camargo (Cantabria) Tel./Fax (34) 942 26 23 76 E-mail: craecn@mundivia.es	CN
ES-CM-DR-AE	Dirección General de Desarrollo Rural Consejería de Agricultura Pintor Matías Moreno, 4 E-45071 Toledo Tel. (34) 925 26 89 31 Fax (34) 925 26 68 95 E-mail: fjnicolas@jccm.es Internet: www.jccm.es	CM
ES-CM-01-AE	SOHISCERT, SA (Organismo privado autorizado) Alcalde Fernández Heredia, 4, 3º A E-41710 Utrera (Sevilla) Tel. (34) 955 86 80 51 Fax (34) 955 86 81 37 E-mail: sohiscert@sohiscert.com Internet: www.sohiscert.com	CM
SUÈDE		Système A
SE Ekol 1	KRAV Box 1940 S-751 49 Uppsala Tfn (46-18) 10 02 90 Fax (46-18) 10 03 66 E-post: info@krav.se	
ROYAUME-UNI		Système C
UK 2	Organic Farmers and Growers Limited The Elim Centre Lancaster Road Shrewsbury Shropshire SY1 3LE United Kingdom Tel. (44-1743) 44 05 12 Fax (44-1743) 46 14 41 E-mail: info@organicfarmers.uk.com	
UK 3	Scottish Organic Producers Association Scottish Organic Centre 10th Avenue Royal Highland Centre Ingliston Edinburgh EH28 8NF United Kingdom Tel. (44-131) 335 66 06 Fax (44-131) 335 66 07 E-mail: sopa@sfqc.co.uk Internet: www.sopa.org.uk	

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
UK 4	Organic Food Federation 31 Turbine Way Eco Tech Business Park Swaffham Norfolk PE37 7XD United Kingdom Tel. (44-1760) 72 04 44 Fax (44-1760) 72 07 90 E-mail: organicfood@freenet.co.uk	
UK 5	Soil Association Certification Ltd Bristol House 40-56 Victoria Street Bristol BS1 6BY United Kingdom Farmers and growers: Tel. (44-1179) 14 24 06 E-mail: prod.cert@soilassociation.org Processors: Tel. (44-1179) 14 24 07 Fax (44-1179) 25 25 04 E-mail: proc.cert@soilassociation.org Internet: www.soilassociation.org	
UK 6	Bio-Dynamic Agricultural Association The Painswick Inn Project Gloucester Street Stroud GL5 1QG United Kingdom Tel./fax (44-1453) 75 95 01 E-mail: bdaa@biodynamic.freemove.co.uk	
UK 7	Irish Organic Farmers and Growers Association Harbour Building Harbour Road Kilbeggan County Westmeath Ireland Tel. (353) 50 63 25 63 Fax (353) 50 63 20 63 E-mail: iofga@eircom.net	
UK 9	Organic Trust Limited Vernon House 2 Vernon Avenue Clontarf Dublin 3 Ireland Tel./fax (353) 18 53 02 71 E-mail: organic@iol.ie	
UK 10	CMi Certification Long Hanborough Oxford OX29 8LH United Kingdom Tel. (44-1993) 88 56 51 Fax (44-1993) 88 56 11 E-mail: enquiries@cmicertification.com	
UK 11	International Certification Service (GB) Ltd Trading as Farm Verified Organic Meadow Vale Offices Betws Road Llanrwst Conwy LL26 0PP United Kingdom Tel. (44-1492) 64 26 28 Fax (44-1492) 64 20 91 E-mail: ICSGB@ics-intl.com	

États membres et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
UK 12	Organic Certification Ltd 106 Abbots Road, Monkmoor Shrewsbury SY2 5QX United Kingdom Tel. (44-1743) 24 82 57 Fax (44-1743) 24 82 59 E-mail: caroline@ocert.co.uk	
UK 13	Quality Welsh Food Certification Ltd Gorseland, North Road, Aberystwyth Ceredigion SY23 2WB United Kingdom Tel. (44-1970) 63 66 88 Fax (44-1970) 62 40 49 E-mail: mossj@wfsagri.net	
UK 14	SGS United Kingdom Ltd Gaw House Alperton Lane Wembley HA0 1WU United Kingdom Tel. (44-208) 998 21 71 Fax (44-208) 997 97 23	
UK 15	Organic Certification UK 15 Limited Bristol House 40-56 Victoria Street Bristol BS1 6BY United Kingdom	
Pays de l'EEE et codes	Autorité(s) ou organisme(s) de contrôle	Observations
ISLANDE		Système B
IS-1	Tún e h f Mýrarbraut 13 IS-870 Vík	
IS-2	Verkfræðistofan Þverási 9 IS-110 Reykjavík	
NORVÈGE		Système A
N1	Debio N-1940 Bjørkelangen Tel. (47) 63 86 26 50 Fax (47) 63 85 69 85 E-mail: kontor@debio.no Internet: www.debio.no	

Notification préalable d'une opération de concentration
(Affaire COMP/M.3152 — ThyssenKrupp/Mercedes Lenkungen)

Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée

(2003/C 250/05)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 9 octobre 2003, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1310/97 ⁽²⁾, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise ThyssenKrupp AG («TK», Allemagne) à travers sa filiale ThyssenKrupp Automotive AG («TKA», Allemagne) acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), dudit règlement, le contrôle de l'ensemble de l'entreprise Mercedes-Benz Lenkungen («MBL», Allemagne) par achat d'actions.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

- TK: dirige un groupe d'entreprise principalement actives dans la production d'acier, de machines et de composants pour l'industrie automobile,
- TKA: composants automobiles et pièces détachées,
- MBL: fabrication et vente de systèmes de direction pour les véhicules à moteur.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération de concentration notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 4064/89. Conformément à la communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration en application du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽³⁾, il convient de noter que ce cas est susceptible d'être traité selon la procédure définie par ladite communication.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopieur ou par courrier, sous la référence COMP/M.3152 — ThyssenKrupp/Mercedes Lenkungen, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé «Fusions»
J-70
B-1049 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 43 01/296 72 44].

⁽¹⁾ JO L 395 du 30.12.1989, p. 1.
JO L 257 du 21.9.1990, p. 13 (rectificatif).

⁽²⁾ JO L 180 du 9.7.1997, p. 1.
JO L 40 du 13.2.1998, p. 17 (rectificatif).

⁽³⁾ JO C 217 du 29.7.2000, p. 32.

Notification préalable d'une opération de concentration**(Affaire COMP/M.3295 — Atos Origin/Sema Group)****Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée**

(2003/C 250/06)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 7 octobre 2003, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1310/97 ⁽²⁾, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise Atos Origin SA («Atos», France) acquière, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), dudit règlement, le contrôle de l'ensemble de Sema Group («Sema», France), appartenant à Schlumberger Group (États-Unis), par achat d'actions.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

— Atos: prestation de services en technologies de l'information,

— Sema: prestation de services en technologies de l'information.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération de concentration notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 4064/89. Conformément à la communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration en application du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽³⁾, il convient de noter que ce cas est susceptible d'être traité selon la procédure définie par ladite communication.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopieur ou par courrier, sous la référence COMP/M.3295 — Atos Origin/Sema Group, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé «Fusions»
J-70
B-1049 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 43 01/296 72 44].

⁽¹⁾ JO L 395 du 30.12.1989, p. 1.
JO L 257 du 21.9.1990, p. 13 (rectificatif).

⁽²⁾ JO L 180 du 9.7.1997, p. 1.
JO L 40 du 13.2.1998, p. 17 (rectificatif).

⁽³⁾ JO C 217 du 29.7.2000, p. 32.

Notification préalable d'une opération de concentration
(Affaire COMP/M.3279 — Generali/Zurich Financial Services)

Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée

(2003/C 250/07)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 10 octobre 2003, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1310/97 ⁽²⁾, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise Assicurazioni Generali SpA («Generali», Italie) acquière, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), dudit règlement, le contrôle de plusieurs parties de l'entreprise Zurich Financial Services («Zurich France», France) par achat d'actions et d'actifs.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

— Generali: assurance vie et non-vie au niveau mondial,

— Zurich France: assurance vie et non-vie en France.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération de concentration notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 4064/89. Conformément à la communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration en application du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽³⁾, il convient de noter que ce cas est susceptible d'être traité selon la procédure définie par ladite communication.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopieur ou par courrier, sous la référence COMP/M.3279 — Generali/Zurich Financial Services, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffes «Fusions»
J-70
B-1049 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 43 01/296 72 44].

⁽¹⁾ JO L 395 du 30.12.1989, p. 1.
JO L 257 du 21.9.1990, p. 13 (rectificatif).

⁽²⁾ JO L 180 du 9.7.1997, p. 1.
JO L 40 du 13.2.1998, p. 17 (rectificatif).

⁽³⁾ JO C 217 du 29.7.2000, p. 32.

Rapport final du conseiller-auditeur dans l'affaire COMP/38.044/D3 — NDC/IMS

(élaboré conformément à l'article 15 de la décision 2001/462/CE, CECA de la Commission du 23 mai 2001 relative au mandat des conseillers-auditeurs dans certaines procédures de concurrence — JO L 162 du 19.6.2001, p. 21)

(2003/C 250/08)

Le projet de décision dans le cas mentionné ci-dessus amène à faire les observations suivantes.

Le 3 juillet 2001, la Commission a adopté une décision comportant des mesures provisoires conformément à l'article 3 du règlement n° 17/62. Cette décision était adressée à IMS Health (ci-après «IMS»). Ce cas faisait suite à une plainte déposée par NDC Health (ci-après «NDC»).

Le 15 avril 2003, la Commission a envoyé une lettre à IMS, NDC et AzyX Deutschland GmbH («AzyX») (AzyX étant le seul autre concurrent d'IMS au moment de la prise de décision de la Commission). Cette lettre demandait à chacune des parties de fournir un certain nombre d'informations demandées par les services de la Commission et les invitait également à apporter leurs commentaires sur la pertinence ou non du retrait des mesures provisoires, retrait qui serait motivé par le manque d'urgence. Ces lettres ont été expédiées après que des contacts eurent lieu entre les services de la Commission, IMS et NDC, plus particulièrement après la formation d'un recours auprès de l'Oberlandesgericht de Francfort sur la base d'une violation d'un droit de propriété intellectuelle et d'une concurrence déloyale contre une filiale de NDC. AzyX a répondu à la lettre de la Commission le 9 mai, IMS et NDC le 12 mai.

À la lumière de ce qui précède, je considère que les droits de la défense ont été respectés dans le cas présent.

Bruxelles, le 1^{er} août 2003.

Karen WILLIAMS
